

DÉPENSES ÉNERGÉTIQUES ET BUDGET DES MÉNAGES

QUELLES PERSPECTIVES ?

EN RÉSUMÉ

La crise d'approvisionnement sur les marchés de l'énergie, consécutive à la crise sanitaire puis à la guerre en Ukraine, a mis en lumière la dépendance de nos sociétés à une énergie fossile aisément accessible et à bas coût. En l'absence de souveraineté énergétique, les évolutions de prix à venir ne peuvent être anticipées et notre économie est vulnérable aux chocs qui pourront advenir.

Dans le cadre de ses travaux, l'AUDRR tente de mesurer, à l'échelle du Grand Reims et du point de vue des ménages, l'impact que peuvent avoir de fortes variations de prix sur les dépenses du quotidien mais aussi les politiques de transition qui sont inscrites au sein de la stratégie bas carbone du territoire.

Quelles dépenses énergétiques ?

Si l'énergie abondante est au cœur du modèle de développement adopté par nos sociétés (alimentation, production de biens, transport de marchandises), c'est bien par la facture énergétique, mensuelle et à la pompe (énergie directe), que les ménages perçoivent le plus directement les fluctuations de prix. Cette note tente donc de modéliser, à partir de nombreuses données (logement de l'INSEE, enquête mobilité CUGR, etc.)

une dépense moyenne par ménage au niveau communal, aux conditions économiques et sociologiques de l'année 2023.

Les ambitions de transition énergétiques, portées à tous les niveaux de gouvernance, ont pour objectif de réduire les émissions de CO₂. Ils se traduisent en particulier au sein du Grand Reims par une Stratégie Bas Carbone (SBC) adoptée au cours de l'année

2022, sous la forme d'un plan d'actions sectoriel.

Quelles peuvent être, du point de vue des ménages, les effets de la mise en place de ce plan d'action ? La modélisation proposée ici permet d'approcher les conséquences très directes des politiques locales sur les dépenses des habitants, indépendamment de variations de prix ou non.

SITUATION ACTUELLE...

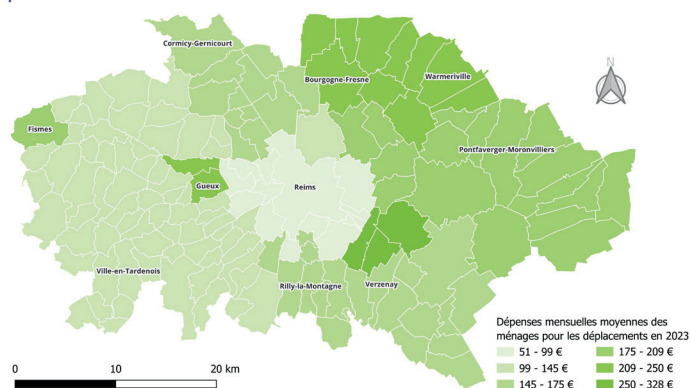
De grandes disparités territoriales

En moyenne, un ménage grand-rémois dépense mensuellement 259€ en énergie directe, 171€ pour le logement et 87€ pour l'ensemble des déplacements automobiles. Mais les écarts entre la ville-centre et la périphérie sont conséquents : à Reims, la dépense moyenne cumulée s'élève à 189€, contre plus de 600€ dans certaines communes de l'est du territoire.

Cela peut s'expliquer par un double effet : la ville-centre concentre des petits logements en nombre bien plus important, et les distances parcourues au quotidien y sont plus courtes (15 km à Reims contre 53 km dans les autres communes) que dans les communes de la première couronne et des franges périphériques. L'usage de voiture y est d'ailleurs bien plus faible (39% à Reims contre 68% pour les autres communes.)

En affinant l'analyse par type de dépense, on peut conclure que cet effet territorial se manifeste différemment selon le type d'énergie :

Dépenses mensuelles liées aux déplacements en 2023 par commune

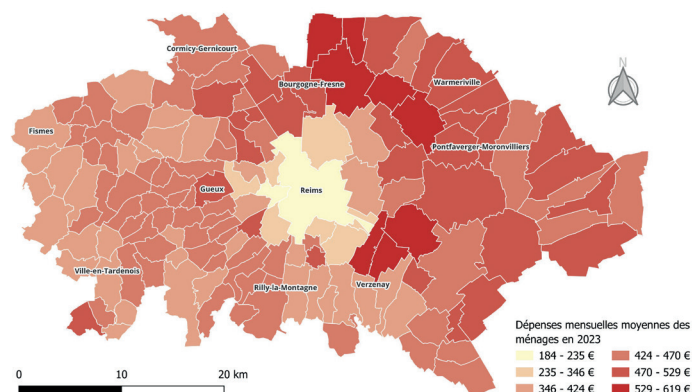


Source : SDES-SIV 2021 / INSEE fichier logements / Ministère du Développement Durable

- C'est dans le Nord/Nord-Est, quelques communes de la première couronne et à Fismes que les ménages dépensent le plus pour se déplacer (entre 200€ et 250€ par mois).

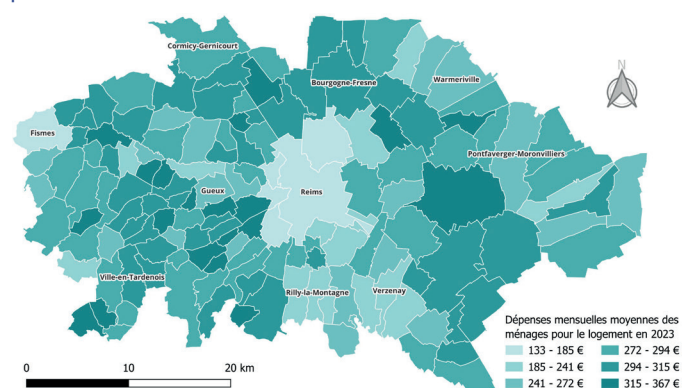
Ces grandes variations illustrent l'effet des choix résidentiels et des modes de vie qui s'y associent sur les dépenses contraintes des ménages : l'accès à la maison individuelle, plus aisé dans les communes périphériques, se conclut rapidement par des consommations énergétiques plus élevées.

Dépenses mensuelles moyennes des ménages en 2023 par commune



Source : SDES-SIV 2021 / INSEE fichier logements / Ministère du Développement Durable

Dépenses mensuelles liées au logement en 2023 par commune



Source : SDES-SIV 2021 / INSEE fichier logements / Ministère du Développement Durable

- Les dépenses liées au logement sont globalement élevées sur l'ensemble du territoire, à quelques exceptions : les principales communes (Reims, Bétheny, Tinquieux, Fismes, etc.) bénéficient de la présence de réseaux de gaz de ville et de chauffage urbain, la majorité des communes de la Montagne de Reims et dans une moindre mesure, celles situées le long de la Suippe, où le bois est un combustible surreprésenté.

Méthodologie

La méthodologie de calcul des dépenses moyennes des ménages s'est basée :

- Pour les consommations liées aux déplacements, sur les distances moyennes parcourues en automobile sur l'ensemble de la semaine, pour tout type de trajets de moins de 100 km ;
- Le prix kilométrique est calculé en fonction de la structure du parc automobile de chaque commune (données SDES-SIV 2021) ;
- Pour les consommations liées au logement, au fichier logement de l'INSEE, lié au fichier national des consommations en énergie liée au chauffage en fonction du type de logement, du statut d'occupation et de l'énergie utilisée ;
- Les prix sont basés sur les statistiques publiées par le ministère du développement durable.

ET EN 2035 ?

LES OBJECTIFS DE LA SBC : DE GRANDES ÉCONOMIES...

La Stratégie Bas Carbone (SBC) du Grand Reims est construite autour d'un plan d'actions, dont plusieurs mesures peuvent directement être liées aux dépenses énergétiques des ménages. Ses objectifs permettent, à partir des données 2023, de calculer, à prix de l'énergie constant, les dépenses des ménages en émettant les hypothèses suivantes :

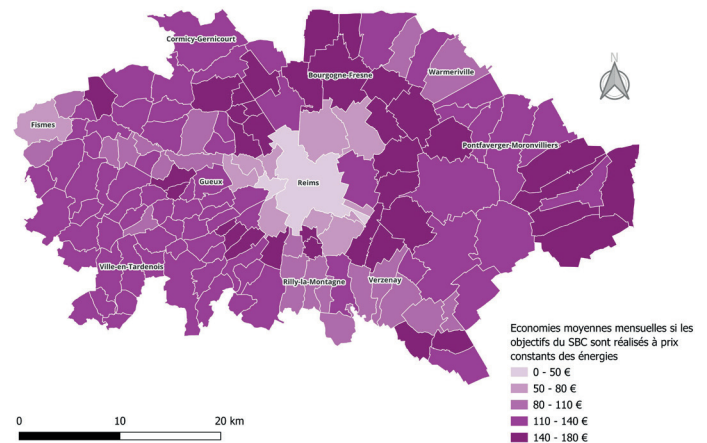
- 15 000 logements rénovés (2 classes énergétiques gagnées)
- Suppression des chaudières fioul au profit de pompes à chaleur
- Augmentation de la part des véhicules électriques dans le parc automobile à 30% (contre 1% en 2021)
- Réduction de la part modale de l'automobile de 50% à 30% pour les déplacements du quotidien

L'effet direct du plan d'action sur les dépenses moyennes des ménages est important, avec une réduction mensuelle du poste « énergie » de 48€ (près de 20% d'économie), répartie également entre logement et déplacements.

L'effet est particulièrement important dans les communes de la première couronne, où les gisements de performance énergétique sont les plus importants : l'économie mensuelle peut y dépasser les 150€, contre « seulement » 23€ à Reims.

Si les politiques de transition énergétique sont souvent décriées comme portées par et bénéficiant aux habitants des centres-villes, ce sont ici les territoires ruraux qui ont le plus à gagner à la mise en œuvre de la SBC.

Économies moyennes mensuelles par commune si les objectifs du SBC sont réalisés à prix constants des énergies



Source : SDES-SIV 2021 / INSEE fichier logements / Ministère du Développement Durable

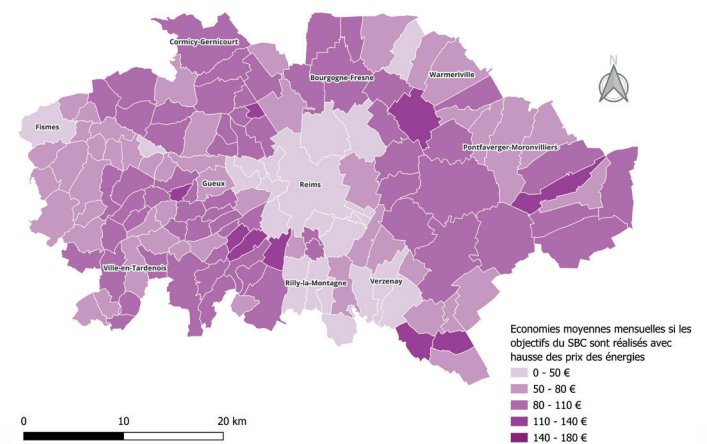
...MAIS SI LES PRIX AUGMENTENT ?

S'il est particulièrement difficile d'anticiper les évolutions des prix de l'énergie, on peut émettre l'hypothèse que ceux-ci vont être amenés à croître dans les années à venir. Nous avons donc postulé les variations suivantes :

- Augmentation de 10% du prix de l'électricité, du bois et du gaz/biogaz
- Augmentation de 20% des produits pétroliers

En adoptant ces hypothèses, les objectifs de la SBC du Grand Reims permettraient encore aux ménages d'économiser en moyenne 22€ (de 4€ à Reims à 131€ maximum) par mois. La transition énergétique, bénéfique du point de vue du changement climatique et de la qualité de l'air, l'est aussi pour les habitants du territoire et permettrait de mieux amortir des variations de coût non anticipables.

Économies moyennes mensuelles par communes si les objectifs du SBC sont réalisés, avec hausse de prix



Source : SDES-SIV 2021 / INSEE fichier logements / Ministère du Développement Durable

ANALYSE DES SECTEURS RÉMOIS

Une facture énergétique qui varie du simple au double

Selon le secteur géographique de résidence, les ménages Rémois dépensent mensuellement de 125€ à 250€. Les secteurs avec les factures énergétiques les moins élevées sont principalement ceux qui bénéficient du chauffage urbain. Ces mêmes secteurs consomment également moins de carburant.

A l’opposé, les secteurs où vivent les ménages qui dépensent le plus sont surtout ceux où prédominent les logements individuels ou faisant partie d’un bâti ancien peu performant.

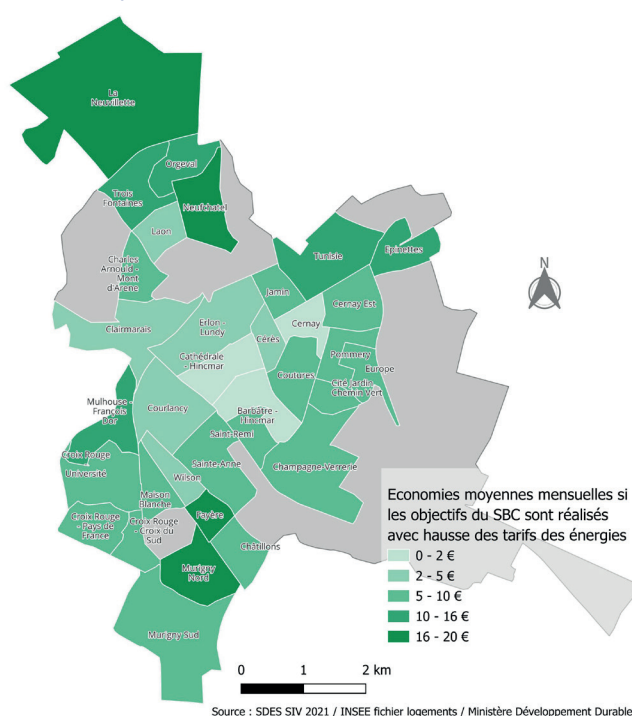
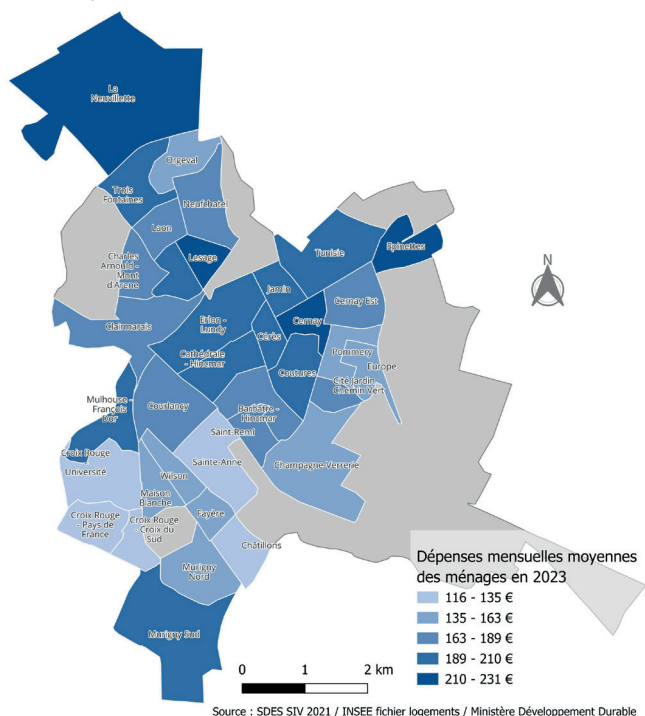
On notera enfin que les secteurs où le budget déplacement est le plus élevé se situent sur les axes formés par les deux avenues de Laon et Jean Jaurès.

Dans l’hypothèse de la complète mise en œuvre de la stratégie bas carbone avec les hausses des prix de l’énergie déjà projetées, les ménages Rémois pourraient économiser de 0€ à 19€.

En ce qui concerne l’habitat, la mise en œuvre de la SBC ne compenserait pas la hausse des tarifs de l’énergie pour le fonctionnement de leur logement. Malgré cela, leur facture énergétique globale diminuerait sous l’effet conjugué de l’évolution des parts modales et de l’électrification du parc automobile.

Dépenses mensuelles moyennes des ménages Rémois en 2023 par secteur

Economies moyennes mensuelles objectifs SBC avec hausses de prix



UNE POLITIQUE LOCALE AU SERVICE DE LA RESILIENCE TERRITORIALE

La modélisation élaborée dans le cadre de ces travaux exploratoires permet d’estimer que la complète mise en œuvre de la SBC pourrait contenir une hausse de l’ordre de 20% des tarifs de l’énergie, du point de vue du budget des ménages.

On peut ainsi considérer que les politiques locales d’ores-et-déjà à l’œuvre permettent aussi bien de répondre aux enjeux climatiques à venir qu’aux enjeux de santé publique et socioéconomiques.